

# Points de mire



## La participation de la Bundeswehr à la guerre en Afghanistan

### Un aboutissement du processus de normalisation de la politique étrangère et de sécurité allemande?

Par Benoît Lemay  
Étudiant au doctorat

Département d'histoire de l'Université de Montréal

La contribution de la République fédérale d'Allemagne (RFA) à la guerre contre le terrorisme, conduite par les États-Unis en Afghanistan, a franchi une nouvelle étape la semaine dernière par la décision du gouvernement de Gerhard Schröder d'envoyer des troupes de la Bundeswehr en Afghanistan. Le fait que Schröder ait lié cette décision à un vote de confiance, le 16 novembre dernier, et la tenue à Bonn, le 27 novembre, d'une conférence sous l'égide des Nations Unies sur l'avenir de ce pays ravagé par la guerre montrent l'importance que ce gouvernement accorde aux affaires internationales.

### Solidarité atlantique

Cette décision de la RFA d'intervenir militairement dans le conflit afghan, aux côtés de ses alliés de l'Alliance atlantique et les États-Unis en particulier, témoigne d'abord de sa volonté de préserver les fondements de sa politique d'intégration à l'Ouest qui l'ont si bien servi depuis 1949. En manifestant sa solidarité atlantique, elle démontre clairement sa détermination à rester fermement ancrée dans la communauté des démocraties occidentales, notamment à l'intérieur de ses institutions internationales de sécurité, dont en premier lieu l'OTAN.

Si elle avait choisi de ne pas participer aux opérations militaires en Afghanistan, la RFA aurait risqué l'isolement progressif au sein de la communauté internationale et de remettre en cause l'héritage légué par l'époque de la guerre froide, en affaiblissant les fondements de son intégration dans le camp occidental. La politique de retenue, telle que pratiquée durant la guerre froide, caractérisée par le non-interventionnisme sur la scène internationale et justifiée par le poids de son passé, est remise en question et ce, depuis son unification en 1990.

Une poursuite de cette politique de retenue pourrait être interprétée comme un nouvel engagement de l'Allemagne dans une voie particulière (Sonderweg) que ses élites politiques avaient suivie jusqu'en 1945. En effet, ne s'identifiant pas autrefois aux idées et aux institutions politiques libérales occidentales, elles avaient tiré profit de la position géostratégique de l'État national allemand pour osciller au gré de leurs intérêts, entre l'Ouest et l'Est de l'Europe. À deux

reprises, lors du traité de Rapallo en 1922 et au moment du pacte de non-agression et de partage des sphères d'influence en Europe de l'Est en 1939, cette politique de bascule entre l'Ouest et l'Est (Schaukelpolitik) s'était soldée par une alliance avec l'Union soviétique aux dépens de l'Ouest.

Pour le gouvernement de Schröder, il n'est pas question de dériver vers un quelconque Sonderweg et de saper ainsi les fondements de son ancrage à l'Ouest amorcé en 1949 par le chancelier Konrad Adenauer et consolidé depuis lors. Une diplomatie multilatérale au sein des organisations occidentales de sécurité constitue non seulement une importante source de légitimation, mais elle représente aussi une garantie contre l'isolement ou la singularisation.

### Aboutissement du retour à la normalité

L'engagement militaire de l'Allemagne dans la guerre contre le terrorisme en sol afghan marque également un aboutissement de la normalisation de sa politique étrangère et de sécurité qu'elle a entreprise depuis son unification. Dans ce contexte, le terme « normalisation » signifie un processus tendant vers la reprise en charge du plein contrôle des objectifs de sa politique étrangère et de sécurité. Il s'agit manifestement d'un changement de style plus que de fond, car la RFA est demeurée, dans l'ensemble, fidèle à sa traditionnelle diplomatie multilatérale, menée principalement au sein des institutions internationales occidentales.

Le retour à la normalité pour la politique étrangère et de sécurité de la RFA a néanmoins exigé d'elle l'abandon de sa politique de retenue sur la scène internationale. En raison de l'horreur des crimes nazis et du contexte de la guerre froide marqué par la division de la nation allemande, les dirigeants de Bonn s'étaient opposés à toute intervention des troupes de la Bundeswehr à l'extérieur des frontières ouest-allemandes. C'est ainsi que le chancelier Ludwig Erhard avait rejeté, en 1965, la demande du président Lyndon B. Johnson d'envoyer des soldats allemands à la guerre du Vietnam, un conflit déjà très impopulaire auprès de l'opinion publique ouest-allemande. Pour justifier sa décision, Bonn avait invoqué la Loi fondamentale : la Bundeswehr ne pouvait servir qu'à la défense du territoire ouest-allemand. Par conséquent, le gouvernement ouest-allemand s'était limité à une simple contribution financière et matérielle.

Avec la fin de la guerre froide et des structures internationales bipolaires, la réunification de l'Allemagne et l'atteinte de sa pleine souveraineté, ainsi que le mandat international de l'ONU qui n'avait cessé d'augmenter, la traditionnelle culture de retenue était plus difficile à justifier.

C'est la guerre du Golfe persique, en 1991, qui a servi



Unité du CEIM

Vol. 2, no 11 (28 novembre 2001)  
Disponible à l'adresse : <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes>  
collection dirigée par Pierre Jolicoeur



Université du Québec à Montréal

de catalyseur à cette prise de conscience. Considérant insuffisant le support financier et matériel de l'Allemagne, la communauté internationale a critiqué le gouvernement du chancelier Helmut Kohl pour son manque d'empressement à assumer davantage de responsabilités. Ses principaux alliés, et en particulier les États-Unis, ont exigé de sa part une implication militaire directe pour appuyer les opérations de rétablissement et de maintien de la paix. Ce conflit a donc précipité l'Allemagne dans une situation inédite et l'a forcée à s'adapter et à redéfinir plus ouvertement ses priorités en matière de politique étrangère et de sécurité dans le nouvel ordre international.

L'Allemagne était donc appelée à assumer de nouvelles responsabilités à la mesure de son véritable poids économique et politique en Europe. Elle devait faire preuve de plus de solidarité internationale en se prononçant pour une véritable participation militaire de la Bundeswehr aux missions de rétablissement et de maintien de la paix dans le cadre de l'ONU ou de l'OTAN. Après moult débats en Allemagne sur la constitutionnalité de l'envoi de soldats dans le cadre d'opérations onusiennes de rétablissement et de maintien de paix à l'extérieur du territoire de l'Alliance atlantique, la Bundeswehr a été en mesure d'intervenir dans les missions de la communauté internationale en Somalie, en Bosnie et, plus récemment, au Kosovo.

En assumant de la sorte plus de responsabilités sur la scène internationale, l'Allemagne s'est engagée sur la voie de la normalisation en ce qui concerne sa politique étrangère et de sécurité. La demande d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qui se retrouve dans une impasse depuis 1994, constitue un bon exemple de ce processus de normalisation. Elle se veut à la fois un moyen de refléter le véritable statut de l'Allemagne au sein de l'Europe et d'exercer une influence accrue sur les événements qui touchent de près ou de loin ses intérêts nationaux.

### Un droit de regard dans la gestion des crises internationales

La participation allemande à des opérations humanitaires de l'ONU en Somalie a constitué le premier déploiement de troupes de la Bundeswehr à l'extérieur de la zone opérationnelle de l'OTAN. La guerre du Kosovo a représenté, pour sa part, la première intervention directe de l'Allemagne dans un conflit armé depuis la Deuxième Guerre mondiale dans lequel des soldats allemands ont fait feu sur l'ennemi. Quant à l'engagement de militaires allemands dans les combats en Afghanistan, il constituera une première pour ce type de mission en dehors de l'Europe. Leur mission ne consistera pas seulement à assurer un soutien logistique, car une unité de commandos d'une centaine d'hommes sera envoyée au front avant la fin de l'année. En tout, 3 900 soldats devraient être déployés en Afghanistan, pour autant que le nouveau gouvernement afghan de transition accepte le déploiement d'importants contingents de troupes étrangères sur son sol.

La contribution de l'Allemagne est plus que militaire. Le 27 novembre, Bonn sera le théâtre d'une

conférence d'entente nationale des factions afghanes. Sous l'égide de l'ONU, cette conférence doit lancer un processus de formation d'un gouvernement multiethnique, dont l'objectif est de mettre un terme à 23 ans d'affrontements internes qui ont réduit à la misère 26 millions d'Afghans. Le succès de cette initiative diplomatique reste toutefois dépendant de l'issue des combats et de la capture éventuelle d'Oussama ben Laden. Le fait que le premier élément du volet politique d'une stratégie globale de réhabilitation de l'Afghanistan se déroule à Bonn est néanmoins significatif quant au rôle de plus en plus actif qu'entend jouer la RFA sur la scène internationale.

Dans leurs discours, le chancelier Schröder et son ministre des Affaires étrangères, Joschka Fischer, justifient leur décision d'intervenir dans la guerre contre le terrorisme en Afghanistan pour des raisons essentiellement morales. Selon eux, l'Allemagne doit manifester sa solidarité envers ses alliés de l'Alliance atlantique et contribuer à la victoire des valeurs de la démocratie libérale sur celles des forces du mal représentées par le terrorisme criminel et inhumain de ben Laden. Toutefois, il est clair qu'ils entendent, par le fait même, servir davantage les intérêts nationaux allemands sur la scène internationale. À l'instar jadis du chancelier Kohl et de Klaus Kinkel, son ministre des Affaires étrangères, ils adoptent une politique inspirée du principe selon lequel « pour disposer d'un véritable droit de regard dans la gestion des crises internationales, il faut d'abord être en mesure de contribuer militairement à leur solution ». En d'autres termes, ils considèrent qu'il est impératif de participer aux missions de rétablissement et de maintien de la paix des Nations Unies ou de l'Alliance atlantique, voire même participer à une coalition militaire chapeautée par les Américains, afin de pouvoir exercer une influence notable sur la scène internationale. On comprend ainsi mieux la volonté grandissante de Berlin d'intervenir dans les crises internationales.

### Pour aller plus loin : suggestions d'hyperliens

Christoph Schult, «Bundeswehr. Bedingt Kriegsbereit». <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,166616,00.html>

«Bundeswehr bereit zum Einsatz». <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,168552,00.html>

Josef Joffe, «Krise. Honigmond der Rivalen. Es entsteht eine neue Weltordnung. Und Deutschland leistet sich eine Regierungskrise». [http://www.zeit.de/2001/48/Politik/2001\\_48\\_2\\_leiter.html](http://www.zeit.de/2001/48/Politik/2001_48_2_leiter.html)

«Bundestag beschließt Einsatz der Bundeswehr im Kampf gegen der internationalen Terrorismus». [http://www.bundesregierung.de/frameset/ind\\_ex.jsp](http://www.bundesregierung.de/frameset/ind_ex.jsp)